

CAMBODGE NOUVEAU

16 - 31 déc. 1995

Politique Economie Finances

2ème année numéro 41

ASIE - OCCIDENT

seringue

Après la "bombe" Sirivudh, le calme semble revenir dans la vie politique cambodgienne. L'existence d'un complot pour assassiner le second Premier ministre reste très incertaine. La perspective d'un procès qui aurait attisé les antagonismes, s'éloigne. Le parti Chiet Khmer pourrait, après tout, se trouver officiellement reconnu. Bref, il semble que l'on ait réussi à éviter les heurts frontaux.

La crise aurait même des effets bénéfiques : si l'on en croit les plus hauts responsables, le Funcinpec en sortirait plus uni, et la coalition au pouvoir en sortirait renforcée.

Un autre avantage, c'est une clarification. Une "bi-polarisation" apparaît : d'un côté un gouvernement de moins en moins "de coalition" et de plus en plus unitaire; de l'autre une opposition qui se renforce à proportion de cette évolution. On peut estimer que la vie politique du Cambodge s'achemine ainsi vers la démocratie.

Reste à voir comment vont réagir les bailleurs de fonds. Ils tiennent la seringue qui injecte au Cambodge une perfusion vitale. Vont-ils diminuer les doses ? Retirer l'aiguille ? Poursuivre le traitement ?

La discussion devrait porter sur le "remède", mélange mal défini de dollars et de principes : démocratie, droits de l'homme, justice ... Le malade voudrait les dollars seulement. Les médecins insistent sur les principes.

Attention dans la controverse à ne pas casser l'aiguille ! A.G.

On ne sait pas, au moment où ce numéro de *Cambodge Nouveau* est imprimé, si le prince Sirivudh va ou non partir en exil.

Supposons que ce soit le cas, conformément au souhait de Sa Majesté le Roi, auquel se sont rangés les deux Premiers ministres. Le problème serait alors déplacé, mais non réglé.

Il est bien possible que le prince Sirivudh, 44 ans, ayant nettement choisi la vie politique et le rattachement dans son pays d'origine, reste actif, et qu'il devienne à l'étranger l'agent efficace du Chiet Khmer de Sam Rainsy.

Ainsi se trouverait renforcé le camp de ceux des Cambodgiens qui critiquent le Gouvernement, voire s'opposent à lui, pour des raisons diverses. Ce camp compte notamment de précédents exilés, et des membres du Funcinpec qui estiment que le parti s'est trop rapproché du PPC, qu'il a abandonné une trop grande part de ses idéaux, qu'il est devenu prisonnier du PPC.

accélérateur de particule

L'"affaire Sirivudh", bien bénigne au départ, pourrait donc accélérer une tendance : la création d'un parti reprenant les idéaux premiers du Funcinpec, un parti se démarquant nettement du pouvoir et qui aurait ses chances face au PPC lors des élections de 1998.

D'imaginatifs observateurs de la vie politique cambodgienne se demandent même si l'émigration ou, si l'on veut, l'"évasion", dans des circonstances diverses, d'éléments

importants du Funcinpec pour former, hors d'atteinte du PPC, un "Funcinpec-bis", ne correspond pas à une manœuvre conçue de longue date par les monarchistes jusqu'au plus haut niveau, qui auraient ménagé ainsi une issue de secours. Les péripéties que les médias ont abondamment décrites jouant le rôle de brouillard dissimulateur.

leurre ?

Si la manœuvre réussissait, le PPC n'aurait bientôt plus en face de lui qu'un pseudo-Funcinpec vidé d'une partie importante de sa substance, un leurre. Croyant le tenir à sa merci, il le verrait prendre des forces hors de son atteinte, sous un autre nom, et peut-être arriver aux élections en concurrençant dangereusement.

Quoi qu'il en soit, manœuvre préméditée ou simple effet des circonstances, les dissidents ont tout naturellement la réaction de chercher des appuis à l'étranger. Après des communautés khmères de France, des Etats-Unis, du Canada, ... C'est d'ailleurs ce qu'a entrepris M. Sam Rainsy. Ils trouvent aussi un appui tout naturel dans la fraction de l'opinion occidentale qui estime que la démocratie, les droits de l'homme, la légalité, sont insuffisamment respectés au Cambodge.

Mais le gouvernement cambodgien peut estimer que, le Cambodge étant souverain, ces critiques et désapprobations sont négligeables. Que la situation difficile où se trouve le

Cambodge, les nécessités du développement et l'état encore fragile de la réconciliation, ne peuvent pas s'accommoder d'une opposition, de critiques, de tribulations, de fomenteurs de complots.

au diable

On a la main un peu lourde, aux yeux des délicats démocrates occidentaux ? C'est que la tâche est rude. Les remontrances de certains pays, on n'en a que faire, et on le dit fortement.

Le gouvernement cambodgien n'est d'ailleurs pas seul dans cette attitude. Singapour, la Malaisie, la Chine populaire, le Vietnam, bien d'autres ... ne raisonnent pas autrement pour ce qui les concerne : l'ordre d'abord. En se développant rapidement, ils démontrent que leur style de gouvernement présente des avantages.

danger de polarisation

Il y a en réalité du flou dans l'attitude des démocraties occidentales. Faut-il aider le Cambodge en fermant les yeux sur ce qui s'y passe ? Faut-il au contraire se considérer comme responsable, mettre en garde, voire intervenir pour corriger la trajectoire, éviter que la fusée lancée à grands frais ne s'égaré dans l'espace ? S'"ingérer" pour la remettre sur orbite ?

Les pays asiatiques de leur côté n'ont pas réagi. Ni scrupules, ni ingérence. Le risque existe qu'apparaisse un clivage, une opposition entre un Cambodge "asiatique" et un Cambodge "occidental". C.N

à l'intérieur

Enseignement Supérieur : Fac. de Médecine

Enseignement Agricole

La Régie des Eaux

Tourisme

pages 2 - 3 - 4

pages 4 - 5

pages 6 - 7 - 8

page 8

FACULTE DE MEDECINE

un entretien avec le Doyen Vu Kim Por et le Professeur Pierre Carteret

La réforme des programmes, leur adaptation aux besoins réels du pays ? Nous y travaillons. Mais ils doivent être préparés, construits avec les enseignants qui auront à les appliquer.

"On les écrit ensemble, et les enseignants les adoptent, puisqu'ils y ont participé". Mais il faut initier les enseignants à la construction des programmes.

La Coopération française, en coordination avec l'OMS a commencé ces séminaires de formation. Des Universités belges y ont participé aussi, apportant des connaissances de base. Le Japon a fourni du matériel.

Mais l'essentiel, il faut y insister, est la formation. Il ne servirait à rien d'apporter beaucoup de matériel si l'on n'avait pas formé les hommes d'abord.

la formation des enseignants

La Faculté compte en principe, 300 enseignants, dont environ la moitié sont des "moniteurs cliniques".

Encore, parmi les 150 autres, il n'y en a que 5 à 10 seulement qui ont pu recevoir une formation complète de spécialistes et en pédagogie. Les enseignants actuels n'ont pas reçu de formation spécifique, ils sont devenus enseignants en sortant de leurs études -et ils l'ont fait avec dévouement. Il faut donc les aider dans leur formation post-universitaire.

- La Faculté de Médecine, Pharmacie et Odontologie compte 2 700 étudiants, travailleurs et motivés.
- Le français est la langue de travail.
- En cours : la réforme des programmes, qu'il faut adapter aux besoins et aux ressources du Cambodge.
- La principale difficulté : les ressources humaines, la formation des formateurs.
- Objectif : 2500 médecins en l'an 2000.

La coopération française a pour cela un programme inter-universitaire, qui fait venir ici des enseignants universitaires de haut niveau pour la formation des formateurs.

En bénéficient : des spécialistes, ou du moins des médecins orientés vers la discipline, d'autres orientés vers des disciplines voisines (cardiologie et pneumologie par exemple, néphrologie et cardiologie), on prend aussi les meilleurs des internes qui veulent s'engager vers une spécialisation, on associe aussi des médecins de l'hôpital Calmette (pour que, lorsque la coopération française partira, des médecins et du personnel infirmier soient capables de gérer les services).

Les enseignants font une, deux ou trois missions par an selon les disciplines, et il y a un suivi l'année d'après. Ils repèrent les Cambodgiens les plus motivés, les meilleurs, qui sont envoyés faire des stages en France, pour les techniques spécifiques qui n'existent pas encore ici.

Il y a donc un vrai programme de formation, en liaison avec les autres participants : Calmette et l'Institut Pasteur aussi.

Nous veillons à éviter les

double-emplois et les rivalités : par exemple, pour la santé mentale, il existe un programme de l'OMI (Office des Migrations Internationales), réalisé par un Institut de psychiatrie d'Oslo : la santé mentale est donc faite par les Norvégiens.

Les universités de Paris XIII et de Bordeaux II à travers une association, l'IFARMU, assurent un programme de formation de médecins spécialistes.

Nous-mêmes avons un programme de formation de médecins spécialistes en anesthésie-

introduction progressive des spécialités

réanimation et médecine d'urgence, qui complète la formation des infirmiers spécialisés en anesthésie-réanimation (ISARs), faite à l'ECCS.

D'autres programmes de spécialités ? Nous voulons les introduire progressivement. Il faut être sûr de pouvoir les faire. On nous demande beaucoup la chirurgie. Il faudrait pour cela

toute une équipe et tout un plateau technique, pour que les chirurgiens soient capables de passer par les différentes spécialités chirurgicales : viscérale, orthopédique, urologique, vasculaire, thoracique, et neurologique ... Tout cela ne peut être que très progressif.

Il faut insister sur un point : tant que le pays n'aura pas atteint un niveau économique suffisant pour que les enseignants à la

augmenter la rémunération des enseignants

Faculté aient une perspective de carrière universitaire, et sachent qu'ils peuvent y faire leur vie sans avoir le souci du matériel, le Doyen aura de gros soucis. Actuellement ils ont de 18 à 20 dollars par mois et sont donc obligés de travailler en dehors pour faire vivre leur famille.

Il faut que ces enseignants une fois formés puissent avoir une situation sûre.

Pour le concours d'entrée à la Faculté de Médecine, on exige la langue française. Il y a eu une décision du ministre de la Santé de faire du français la langue scientifique de travail à la Faculté de Médecine. "Il est clair, nous dit le Professeur Carpentier, que la langue de la médecine est le khmer, puisque les malades sont Khmers. Mais pour l'acquisition des connaissances scientifiques, il faut une

*Cambodge Nouveau
ne copie personne
Ne le copiez pas !
si vous le citez,
indiquez la source*

A PROPOS ...

interlocuteur

D'où provient l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre le prince Sirivudh et un mystérieux interlocuteur, dans laquelle le prince mentionne un projet d'assassiner Samdech Hun Sen ? La réponse à cette petite énigme se trouve dans le *Bulletin Mensuel de Documentation* publié par le Secrétariat privé de Sa Majesté le Roi.

En marge d'un article du quotidien thaïlandais *The Nation* du 25 novembre, le Roi a écrit, à la main comme il en est coutumier, "S.E. Ung Phân qui, à l'insu de S.A.R. Sirivudh, a réussi à enregistrer sur tape ses paroles anti-Samdech Hun Sen".

Mention semblable en marge d'un article du *Cambodia Daily* du 28 novembre : "c'était S.E. Ung Phân".

L'enquête s'orientera sûrement de ce côté-là.

Commentaires royaux

Toujours à propos de ce "projet d'assassinat", un commentaire manuscrit du Roi : "C'est absurde d'envisager un tel crime à l'intérieur de mon Palais. Mes officiers Coréens ne permettraient à personne de violer la loi à l'intérieur du Palais Royal".

A propos de l'avocat français Pitron (appelé avec M. Say Bory, bâtonnier de l'Ordre des Avocats, à défendre Norodom Sirivudh), le Roi écrit en marge

d'un article du *Bangkok Post* du 30 novembre :

"Quelle naïveté !", et : "Il se croit en France ce Pitron !". L'avocat avait estimé que "la libération sous caution du prince Sirivudh était une possibilité", et s'était déclaré confiant qu'il serait acquitté s'il y avait procès.

"Il y aura envoi de Sirivudh devant la Cour criminelle, c'est sûr" écrit le Roi en marge du même article.

(suite page 3)

MEDECINE PHARMACIE ODONTOLOGIE

le français, langue de travail

langue scientifique. Ca aurait pu être l'anglais, c'est le français, d'ailleurs particulier, le français scientifique, très orienté sur les termes de biologie, de médecine, et tout le processus mental nécessaire à l'acquisition des connaissances en médecine et à l'utilisation de ces connaissances, par exemple l'observation d'un malade, le recueil des données, l'analyse de ces données et leur présentation en tableau, ...

Mais il est sûr que ce français scientifique ne suffira pas au médecin, il faudra qu'il connaisse aussi l'anglais scientifique, comme les médecins français maintenant.

La classe préparatoire donne donc la priorité à la langue, avec 465 heures au total, dans l'année, comprenant un semestre de cours intensifs de français, pendant lequel les élèves ne font que ça, selon la décision prise par le ministre au début de l'année 1994-95.

Ce semestre de français intensif consiste, pendant 5 mois, en 17 semaines d'enseignement à raison de 25 heures par semaine, associant l'étude du français et l'étude du français scientifique. L'enseignement est assuré par 5 enseignants français et une vingtaine d'enseignants cambodgiens, spécialisés dans cet enseignement particulier, avec du matériel : laboratoire de langues, modules d'enseignement, méthode, livrets, vidéo ...

Chaque année deux Cambod-

giens partent en France pour faire un stage de formation du français de spécialité.

"L'année dernière, dit le Professeur Carteret, la moitié seulement des étudiants pouvaient suivre mon cours de physiologie. Les premiers CPEM (Certificat Préparatoire aux Etudes de Médecine) sont maintenant en première année. Nous allons donc pouvoir en mesurer les effets. Et surtout nous verrons le résultat au bout du cycle complet de 7 ans ..."

... mais l'anglais sera nécessaire

Non seulement il n'y a aucune hostilité à la langue française, mais il y a un vrai zèle pour l'apprendre chez les étudiants, dont le niveau monte, grâce aux progrès réalisés dans le secondaire, et grâce aux cours qu'ils prennent eux-mêmes. Ils savent d'avance que pour faire des études de médecine, il leur faudra savoir le français, et l'anglais aussi.

"Une évaluation a été faite récemment, précise le Doyen M. Vu Kim Por, sur le niveau en français des étudiants dans les divers établissements. Les étudiants en Médecine arrivent au second rang, derrière les étudiants de l'Institut des Langues de l'UPP".

Il y a aussi un accompagnement de la coopération française en matière de documentation : nous avons une bibliothèque et une médiathèque bien aménagées, où il fait bon travailler. Les

étudiants prennent progressivement l'habitude de rechercher dans les livres et les revues un complément d'enseignement.

Il n'existe donc pas de problème de langue. Dès le départ il a été admis que ce système n'excluait pas l'anglais scientifique : "il sera forcément enseigné, et on essaiera de bien coordonner les enseignements pour qu'ils soient complémentaires".

Il est vrai que nous avons de bons étudiants, motivés, qui ont été sélectionnés à l'entrée.

Ils sont nombreux, 2700, parce que jusqu'à une date récente il y a eu des promotions très chargées de 200 à 400 étudiants, pour couvrir vite les besoins : en 1980, il ne restait plus au Cambodge que 30 à 40 médecins.

Egalement parce qu'après les élections, beaucoup de ceux qui étaient à l'étranger, dans les pays de l'Est notamment, sont rentrés. Après la réouverture de la

une forte sélection à l'entrée

Faculté en 1980, des étudiants qui avaient commencé leurs études avant 1975 ont été invités à reprendre leur cycle de formation pour l'achever.

Il a été donné la possibilité à des médecins assistants, après plusieurs années d'exercice, de reprendre le cycle de leurs études médicales.

On est arrivé ainsi à saturation. Sur le papier, la proportion de médecins est bonne au Cambodge.

Maintenant, depuis 2 ans, nous sélectionnons à l'entrée.

L'année dernière nous avons admis 89 étudiants, cette année 78, et il faudrait peut-être descendre à 50 pour avoir des promotions mieux formées, et en tenant compte des besoins du pays.

On supprime d'autre part la formation d'"assistants médicaux" qui avaient une moindre qualification, des études moins longues (5 ans au lieu de 7). Ils étaient censés aller dans les districts éloignés. En fait une bonne moitié se retrouvent à Phnom Penh.

"Nous sommes en train de passer de la quantité à la qualité" souligne le Doyen Vu.

inciter les médecins à aller dans les campagnes

Nous visons le nombre de 2 500 médecins en l'an 2000. Il y aura alors 1 médecin pour 4000 habitants, c'est un bon taux.

Mais il y a aussi une question de répartition. Plus de la moitié des médecins sont à Phnom Penh, alors que 80 % de la population est rurale. Il faudra des incitations à aller exercer en province : faciliter le logement, fournir un véhicule, ...

(suite page 4)

**CAMBODGE
NOUVEAU
est entièrement
réalisé
au CAMBODGE**

A PROPOS ...

Pressé

"Pitron, tu es trop pressé, tu vas avoir des pépins", commente ironiquement un lecteur.

mise au point

So Naro, Secrétaire général de KJA et directeur de Angkor Thmei, qui a recueilli les propos de Sirivudh, proteste, dans une déclaration du 9 décembre, contre l'accusation d'avoir été influ-

encé, dans les commentaires qu'il a faits par la suite ("peut-être les propos de Sirivudh n'étaient qu'une plaisanterie, c'est au juge d'en décider"), par Mike Fowler, relevant de Asia Foundation, conseiller auprès de la presse cambodgienne, en particulier auprès de KJA.

"Mike Fowler a donné aux dirigeants de KJA un projet écrit, c'est vrai, mais, avec Pin Samkhon, je l'ai rectifié selon mon opinion, je n'ai été menacé

ni moralement ni d'aucune façon.

"(...) Je maintiens que j'ai rapporté avec exactitude les propos que m'a dits Norodom Sirivudh. Je l'ai fait pour deux raisons : d'abord parce que je ne voulais pas, en ne disant rien, me faire le complice d'un projet d'assassinat; et ensuite parce qu'en tant que citoyen témoin, je respecte la loi, je ne veux pas changer la vérité. Si le tribunal me trouvait coupable de men-

songe, je serais certainement puni.

"(...) Dans la presse libre, nous avons un principe "the news may be good, the news may be bad, we shall tell the truth" (...).

plaintes ?

Le Funcinpec prévoit de porter plainte contre 4 publications : le Phnom Penh Post, Morning News, Conscience Khmère et La Voix de la Jeunesse Khmère.

(suite page 4)

MEDECINE, PHARMACIE, ODONTOLOGIE

Nous orientons l'enseignement vers une médecine communautaire, à la fois éducationnelle, préventive, et curative. Il faut tuer le schéma malade-médecin-médicament, ou malade-médecin-hôpital. C'est la santé de toute la communauté qui compte. C'est une approche qui correspond aux pays tropicaux et à un pays en voie de redéveloppement comme le Cambodge. C'est à quoi nous travaillons avec le ministère de la Santé.

"C'est pourquoi il faut que pour l'instant la Faculté reste rattachée au ministère de la Santé. Le ministère doit définir clairement ses besoins et nous adapterons nos programmes de formation en fonction de cela".

Dans les communes il y aura des infirmeries, des centres de santé dans les

Districts; dans les grands districts un hôpital de référence pour diminuer les tâches des hôpitaux de Province.

Il y aura une pyramide avec quatre niveaux. Niveau périphérique : le District, qui a lui-même deux niveaux : pour les districts les plus défavorisés, les villages les plus éloignés, c'est au sein même de la communauté que les gens doivent prendre en charge leur santé, avec les agents de santé de village, avec de petites structures : pour 3 ou 4 villages il y a un dispensaire; quand c'est possible, un hôpital de district qui assure les soins de "santé primaire". Il y a un hôpital

central par province à l'échelon intermédiaire, puis les hôpitaux de Phnom Penh qui doivent être normalement les hôpitaux de référence.

vers une médecine communautaire

Avec les ONG qui travaillent sur le terrain, il y a une coordination, une réunion mensuelle, MEDICAM. Petit à petit le système de santé du pays va reprendre les activités de ces ONG.

Les programmes en cours de construction seront orientés sur les problèmes prioritaires de santé du Cambodge.

Nous ferons de plus en plus des programmes par modules, avec des modules exemplaires comme la tuberculose, le paludisme, les maladies infectieuses chez les enfants ... L'enseignement par

Villages, Districts, Provinces, ... Phnom Penh

donnera un schéma qui permettra aux médecins de s'adapter aux

circonstances.

"Il faut rappeler que l'on ne peut pas avoir un système sanitaire sans qu'il y ait aussi un développement social, économique, culturel, souligne le Professeur Carteret. Il faut des moyens de communication, il faut aussi que les gens aient la possibilité de payer leur santé, parce qu'il n'y a rien de plus mauvais qu'un Etat providentiel qui paie tout : les gens ne prennent plus en charge leur santé, les soins d'hygiène, la vaccination, ..."

"Nous devons nous adapter au présent, tout en pensant à ce qui se passera dans 5 et dans 10 ans".

L'ENSEI -

Trois établissements sont chargés de l'enseignement agricole au Cambodge : l'Université Royale Agricole (qui compte 4 Facultés), le Lycée Agricole de Prek Leap, l'Ecole d'Agriculture de Kompong Cham. Tous trois dépendent du ministère de l'Agriculture. On doit y ajouter l'Ecole Bouddhique de Ta Keo.

Après d'assez longues approches, un programme de réorganisation de l'enseignement agricole a commencé le 17 mars 1995. La France y consacre 16,7 millions de FF (Caisse Française de Développement 13,7, Trésor 3 millions de F en matériel), sur deux ans.

Cette aide comporte : -des ressources humaines, un chef de Projet et 6 assistants techniques (5 à l'Université et 1 au Lycée Prek Leap); -la réhabilitation des locaux; -un appui aux professeurs cambodgiens.

Cet "appui", selon une formule originale, est un complément de salaire qui est donné aux enseignants en fonction de leur production d'"outils pédagogiques" : photocopies (qui sont rémunérés 4\$ la feuille), stages à la campagne, travaux pratiques en laboratoire ou avec des animaux ... La gestion est assurée par le Recteur, en accord avec le chef de projet. Ce système -qui ne fonctionne que depuis un mois- permet aux enseignants de faire passer leur salaire de 20 à 200 dollars, et de se constituer une sorte de "fonds de commerce".

"Nous trouvons une situation difficile" explique M. Bernard Da-Dalt, chef de projet. Les professeurs soviétiques, qui assuraient la totalité de l'enseignement, étant partis en 1990-91, ce sont des étudiants de 4ème année qui sont devenus professeurs en 1992, avec un bagage très léger, une formation en russe et ... 20 dollars par mois. Ils ont eu un très grand mérite".

Aujourd'hui il faut donc ouvrir un très grand chantier de formation des formateurs. L'une des difficultés, c'est qu'il faudrait pour les former les délivrer de leurs tâches d'enseignants ...

Un facteur favorable en revanche : les étudiants sont motivés, très demandeurs, très intéressés. Pour l'instant assez timorés et un peu passifs, mais ils travaillent.

1. L'UNIVERSITE ROYALE d'AGRICULTURE

Les effectifs, à l'Université Royale d'Agriculture, sont d'environ 700 étudiants, pour les 4 Facultés.

On y entre depuis cette année sur concours, tout de suite après le bac (l'année préparatoire a été supprimée). Sur 1800 candidats, 121 ont été admis :

- 21 ingénieurs Forestiers;
- 50 ingénieurs Agronomes (au sens large, les études comportent hydraulique, mécanique, ...);
- 25 ingénieurs Pêches;
- 25 ingénieurs Production et Santé animales.

A PROPOS ...

contrôles SGS

"La mise en place des contrôles SGS (du nom de la Société Générale de Surveillance qui les réalise) touche beaucoup d'intérêts, c'est pourquoi il y a des protestations", dit-on au ministère du Commerce. "Les contrôles rendent les importations plus chères ? C'est parce que les droits s'appliquent maintenant sur des quantités vraies et des

codifications exactes. Ceux qui protestent trop, nous pouvons les menacer de payer rétroactivement les droits auxquels ils ont échappé précédemment".

La SGS codifie la marchandise à l'importation, vérifie les quantités et les prix, détermine le taux qui s'applique, et calcule le montant de la taxe. Elle remplace donc provisoirement la douane. Coût pour l'importateur : 1 % du prix FOB.

Sur demande de l'importateur, la

SGS peut vérifier la qualité (denrées périssables notamment).

"Il faut encore simplifier les formalités et établir une commission pour les litiges. Pour certains cas, la SGS manque parfois de compréhension des pratiques commerciales, de souplesse", estime-t-on au ministère. "Mais le système se met en place, et dans 6 mois il marchera bien. On pourra réduire le coût des contrôles SGS".

SGS (suite)

Confusion après qu'en septembre dernier une lettre du premier Premier ministre ait indiqué que les projets agréés par le CDC étaient "exemptés de SGS". Les importateurs ont donc protesté contre les contrôles jusqu'à ce qu'une circulaire du ministère des Finances du 11 novembre ait indiqué que l'exemption s'appliquait au 1 % mais non aux contrôles.

(suite page 5)

- G N E M E N T A G R I C O L E

Tout l'enseignement se fait en khmer. Le français et l'anglais sont, à égalité, des langues étrangères.

"Nous essayons de développer l'enseignement du français obligatoire pendant les deux premières années à raison de 3 ou 4 heures par semaine, et un enseignement optionnel, renforcé (6 à 10 heures par semaine) les deux dernières années, pour que les étudiants puissent poursuivre leurs études en France avec des bourses".

Pour coordonner les interventions, on va créer un Comité de pilotage avec les bailleurs de fonds : en plus de la France, la FAO, qui sollicite l'Université pour son projet d'inventaire forestier; l'Asian Institute of Technology de Bangkok qui s'intéresse aux pêches (aquaculture), les Allemands d'AZT (forêts), les Adventistes (nutrition animale, ...).

La formation restant le problème n°1, nous avons entrepris, dit Bernard Da-Dalt, avec 25 professeurs, une "ingénierie de formation".

L'idée : à partir de l'analyse des emplois possibles, et des métiers, dans les 4 à 5 ans à venir, établir des référentiels de métiers, de compétences, et à partir de là des formations.

Exemple : en matière de santé animale, quelle est la situation ? Qui fait quoi ? Très peu est fait en réalité. Il faut donc définir les compétences nécessaires, sur les volailles, les cochons, les buffles et bovins, et leurs maladies.

On s'aperçoit aussi que le métier de paysan est très mal connu. Le

paysan fait une quantité de petits métiers, en plus de la technique agricole : transport, vente, problèmes sociaux, économie en général, ...

Il faut que nos étudiants puissent raisonner en généralistes, comprendre l'ensemble de l'activité paysanne, qu'ils acquièrent un panel complet de compétences.

Il faut qu'ils puissent voir sur quels registres on peut construire : la commercialisation ? Le crédit rural ? La gestion d'une caisse communautaire ? Bernard Da-Dalt y insiste :

"Nos étudiants doivent devenir des "agents de développement rural" plutôt que des techniciens agricoles".

On rencontre là une difficulté : les étudiants sont peu disposés à aller vivre à la campagne, loin des bureaux. Or, c'est indispensable si l'on veut faire évoluer le milieu rural.

"Si cette tendance à rester dans la capitale demeurerait, on risquerait une cassure sociale entre les décideurs et les réalités rurales. Le Cambodge se préparerait des jours sombres"

On peut aussi imaginer que, prenant en compte cet état d'esprit, on décide plutôt de former des paysans, sur place, à cette spécialité. "Vétérinaires Sans Frontières" a peut-être montré la voie dans ce domaine, en formant des "agents d'élevage" qui sont, à l'origine, des paysans vrais. Ils font des interventions de première urgence en liaison avec un technicien au niveau du District

pour assurer l'encadrement et l'appui. Ce système, mis en place depuis quelques mois dans le cadre des "cellules de développement rural" du ministère du développement Rural, semble marcher assez bien.

2. LE LYCEE DE PREK LEAP

Cet établissement est aidé par *Australian Catholic Relief*, qui fait un travail de réflexion, notamment sur l'adéquation emplois/formation, à partir de quoi on va recréer des programmes.

En accord avec eux, la coopération française (qui consacre 800 000 FF sur deux ans à l'établissement), appuie la filière horticulture légumière, en formant 5 ou 6 Khmers à cette spécialité. Ils enseigneront, et feront fonctionner même temps un grand jardin potager de 1,5 ha avec l'objectif d'en faire un modèle.

Ce Lycée a deux formations : - environ 80 étudiants "bac + 2" que l'on forme à des spécialités telles que pêche, riziculture, légumes, hydraulique, forêts etc...

- environ 40 étudiants "niveau bac" qui auront un brevet de techniciens.

Il faudrait d'ailleurs, étant donné les possibilités d'emploi, que les effectifs de ces deux catégories soient inversés.

Ces étudiants sont recrutés, pour la première fois depuis la rentrée 1994-95, pour une partie par l'administration, pour l'autre sur le marché de l'emploi.

3. L'ECOLE AGRICOLE DE KOMPONG CHAM

Cette école avait été construite par les Hongrois, mais n'avait jamais servi. La Caisse Française de Développement a contribué à la remise en état à hauteur de 100 000 FF.

La première rentrée a eu lieu le 10 novembre dernier, avec 75 étudiants.

Certains pensaient que cette ouverture était prématurée, puisque les débouchés éventuels n'étaient pas encore bien connus: il aurait mieux valu augmenter le budget de fonctionnement des deux établissements existants plutôt que d'en créer un troisième.

Les étudiants, qui doivent faire un diplôme de niveau bac + 3, peuvent avoir trois spécialités : - agronomie; - production et santé animale; - hétévaculture.

Au total, dit Bernard Da-Dalt, la première des tâches, dans le cadre de ce projet de deux ans, c'est l'étude des métiers et des emplois du secteur agricole. De là viendra une organisation pertinente de la formation.

On peut déjà apercevoir qu'il y aurait environ 300 emplois de gardes forestiers à créer. Des emplois aussi de spécialistes de la faune aquatique (aquaculture). D'inspecteurs techniques des pêches ...

"Nous préparons les Cambodgiens à réaliser ce travail de repérage et nous les y associons. C'est la meilleure façon, pensons-nous, de travailler pour le long terme"

A PROPOS ...

Phnom Penh - Paris ?

La liaison aérienne Phnom Penh - Paris par *Royal Air Cambodge* devrait être inaugurée au cours du premier trimestre 1996. *Nouvelles Frontières*, qui envisage d'ouvrir une agence de voyages à Phnom Penh pourrait assurer aussi cette liaison avec *Corsair*, et n'attendrait que l'allongement de la piste de Pochentong. Le marché est important : il y a

environ 200 000 Cambodgiens en France, et de très nombreux touristes français potentiels.

taux

Les taux d'intérêt des dépôts à terme en riels baissent de moitié, à cause de la stabilité du riel face au dollar. Pour 12 mois, l'intérêt annuel passe de 23 % à 12 %; 6 mois : 10 %; 3 mois : 8 %.

Le taux du crédit baisse aussi : 1,5 % par mois au lieu de 3 % (*Canada Bank*).

CAMBODGE NOUVEAU

le journal des décideurs votre meilleur investissement

Cambodge Nouveau
bi-mensuel
Politique, Economie, Finance

Directeur de la publication : Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
Enquêtes : Phally
Mise en page : Pen Mary
Impression : CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel (015) 91 19 67

est vendu uniquement par abonnement
exemplaire gratuit sur demande

L'EAU POTABLE POUR TOUS

Notre objectif, c'est d'alimenter tous les habitants de Phnom Penh en eau potable, et à bonne pression", explique le Directeur de la Régie des Eaux M. Ek Son Chan.

Actuellement, la distribution dessert environ 420 000 habitants des quatre districts urbains.

Pour atteindre cet objectif, il existe trois programmes :

produire

avec l'aide de la France, nous rénovons la station de traitement de Chamcar Mon, dont la capacité originelle de 10 000 m³ passe à presque 20 000 m³. Le chantier est presque fini. La réhabilitation de la station existante sera réalisée sur les crédits signés fin octobre 1995.

avec l'aide du Japon, la capacité de la station de traitement de Phum Prek, sur le Tonlé Sap, 100 000 m³ à l'origine en 1966, va dépasser 100 000 m³/jour fin 1995.

avec l'aide de la Banque Mondiale, la vieille station de la presqu'île de Chruy Changvar sera réhabilitée et sa capacité atteindra 65 000 m³/jour (voir encadré).

Fin 1998, la capacité totale atteindra 235 000 m³ / jour,

l'eau quand ? En 1999 :

- Les quatre districts urbains de Phnom Penh seront complètement alimentés en eau potable, à bonne pression;
- et environ 30 % des habitants des quatre districts ruraux seront desservis.

bien suffisante pour une population de 1,2 millions d'habitants.

distribuer

Il y a d'abord des programmes d'urgence :

la France remplace les 50 km de très vieilles conduites du district de Don Penh posées en 1895 : la moitié des travaux sera achevée fin 1995, le reste fin 1996.

Les Japonais de leur côté ont consacré 9 millions de dollars en 1994 et 17 millions en 1995 à la rénovation de vieux équipements : pompes, conduites, et particulièrement le chateau d'eau (alimenté à partir de Phum Prek par 2,4 km d'une conduite de 500 mm) : les travaux sont en phase terminale. Dans le quartier, l'eau monte jusqu'au 2^{ème} étage !

Au-delà de ce programme d'urgence, il faut rénover et

réparer le réseau, c'est à dire supprimer les fuites, laver les tuyaux, réparer les branchements, et poser des conduites additionnelles.

"Actuellement, les "pertes" sont d'environ 50 %. Dans un très bon réseau, elles atteignent 25 à 30 %. C'est ce que nous voulons atteindre", souligne M. Ek Son Chan.

Le calendrier de quatre ans est indiqué sur la carte.

En 1998, les conduites seront propres, et la capacité suffisante pour les quatre districts urbains de Phnom Penh.

Pour les districts ruraux, on va rénover et installer quelques conduites pour que l'eau soit disponible au centre de ces districts (par exemple sur la route de Pochentong au km 5 ou 6, sur la route n° 1 de l'autre côté du pont Monivong, ...).

La Banque Asiatique de Développement nous assistera pour poser les "conduites primaires", de transmission, qui

alimentent le réseau.

A plus long terme, il est prévu que l'on construira autour de Phnom Penh 5 ou 6 châteaux d'eau, qui permettront d'assurer une pression convenable pour les consommateurs situés loin du centre.

Une étude japonaise évalue à 170 000 m³/jour la demande en 1999, et à 235 000 m³/jour la demande en 2003

L'Etat doit aider les habitants en leur fournissant de l'eau potable,

rentabiliser

tout le monde est d'accord. Mais il faut encore que le système soit profitable. Les consommateurs doivent de leur côté d'abord cesser de gaspiller l'eau, l'utiliser économiquement, et d'autre part contribuer à payer son coût: Avec les conduites, on installe donc des compteurs. *"Faire payer les consommateurs, c'est la partie la plus difficile du programme",* reconnaît M. Ek Son Chan. Il faut réunir quatre conditions :

1) que les consommateurs soient "branchés". Avant 1994, nous avions 30 000 branchements et 2400 compteurs. La consommation était estimée et les consommateurs payaient "au

(suite page 7)

historique

La Régie des Eaux a été créée en 1895, sous le nom de CEEI (Compagnie des Eaux et Electricité de l'Indochine).

Les premières réalisations furent une station de pompage et de traitement dans la presqu'île de Chruy Changvar et 50 km de conduites dans le quartier de Don Penh.

En 1957, cette station était rénovée et augmentée, Degrémont construisait la station de traitement de Chamcar Mon (10 000 m³), et plus de 100 km de conduites nouvelles étaient posées. En 1964 le Gouvernement construisait la grande station de traitement de Phum Prek (100 000 m³ /jour) et posait 100 km de conduites nouvelles. A l'époque, la capacité atteignait

155 000 m³ par jour, ce qui suffisait très bien aux besoins des 500 000 habitants.

Pendant la république de Lon Nol, de 1970 à 1975 il n'y a eu aucun investissement. De 1975 à 1979, sous les khmers rouges, des destructions partielles.

Après 1979, l'Etat du Cambodge a remis le réseau en fonctionnement, avec des réparations partielles, pratiquement sans nouveaux investissements.

1993 marque le redémarrage.

La situation peut être schématisée ainsi : la production d'eau potable n'est plus que la moitié de la capacité, alors que la demande a triplé.

La France est venue assister le Cambodge dans ce domaine dès 1991. Le Japon joue également aujourd'hui un rôle très important.

la station de pompage de Chruy Chang Var

Située sur la rive droite du Mékong, de l'autre côté de la presqu'île de Chruy Changvar, cette station de pompage et de traitement a été construite par les Français en 1895, avec une capacité de 10 000 m³ et agrandie en 1920 (17 500 m³/jour). Les travaux réalisés par les Japonais en 1960 portent la capacité à 30 000 m³/jour.

La station est reliée à la ville par 4 conduites qui traversent le Tonlé Sap au niveau du "pont japonais" et amènent l'eau à Phum Prek. Elle ne fonctionne plus depuis 1983. On va la réhabiliter, ou construire une nouvelle station plus au nord, d'une capacité de 65 000 m³/jour.

L'eau du Mékong est d'une turbidité et d'une acidité élevées, mais bien moindres que celles du Tonlé Sap et du Bassac.

L'aide de la Coopération française à la Régie des Eaux

1991	8,0 mio FF
1992	20,7
1993	28,5
1994	11,0
1995	11,0
total	79,2

Cette aide concerne la production (Phum Krek, en collaboration avec les Japonais, et Chamcar Mon), la distribution (réhabilitation du vieux réseau, aujourd'hui en fonte ductile) et la gestion-clientèle (facturation informatisée).

Société contractantes : Lyonnaise des Eaux, Degrémont, Safège, Pont-a-Mousson

(source P.E.E.)

EAU POTABLE

forfait", d'où de nombreuses contestations.

L'objectif est que tous les branchements soient réalisés en 1997, lorsqu'on pourra mettre la pression partout.

Les branchements et l'installation des compteurs ne sont pas gratuits : selon des sondages effectués sur le terrain par *Cambodge Nouveau*, le coût varie de 600 dollars pour ceux qui peuvent payer, à 300 dollars. Nous avons relevé des coûts intermédiaires : 480 et 560 dollars.

2) il faut aussi "saisir" les consommateurs. "Avant 1993, il y avait 20 000 abonnés théoriques, mais sur ce nombre 12 000 n'étaient pas alimentés ! Et l'on ne collectait que 6 000 factures. "Actuellement nous avons 26 000 abonnés vrais et 15 000 compteurs, et plus de 90 % des consommateurs correspondants paient.

avec les compteurs, le gaspillage diminue

"Ce système a trois heureux effets : les gaspillages diminuent beaucoup, les contestations de factures aussi, et on constate une incitation à payer. Même les deux Premiers ministres paient leur facture !"

3) il faut supprimer les "pirates de l'eau". Il existe des zones, des blocs, des quartiers anarchiques. Nous avons trouvé une trentaine de branchements souterrains illégaux correspondant à de grosses consommations... Nous supprimons aussi progressivement les citernes et les puits qui avaient été creusés en 1979 lorsque les gens sont revenus dans la ville vide. Il en existe 1750, sans compteurs, alimentant chacun 10 à 20 familles.

On entend dire que le nouveau système va pénaliser les gens les plus pauvres. C'est l'inverse ! Jusqu'ici les riches, bien équipés, paient l'eau au prix officiel, très bas (250 riels le m³).

jusqu'à présent, les pauvres paient plus cher que les riches

Les plus pauvres, habitant loin ou au 5ème étage, doivent acheter de l'eau à des intermédiaires, très cher, parfois 10 fois plus cher ! Un exemple : non loin du bd. Monivong, les gens achètent leur eau 1500 riels le m³ alors que le prix officiel est de 250, et c'est une eau simplement pompée, non traitée.

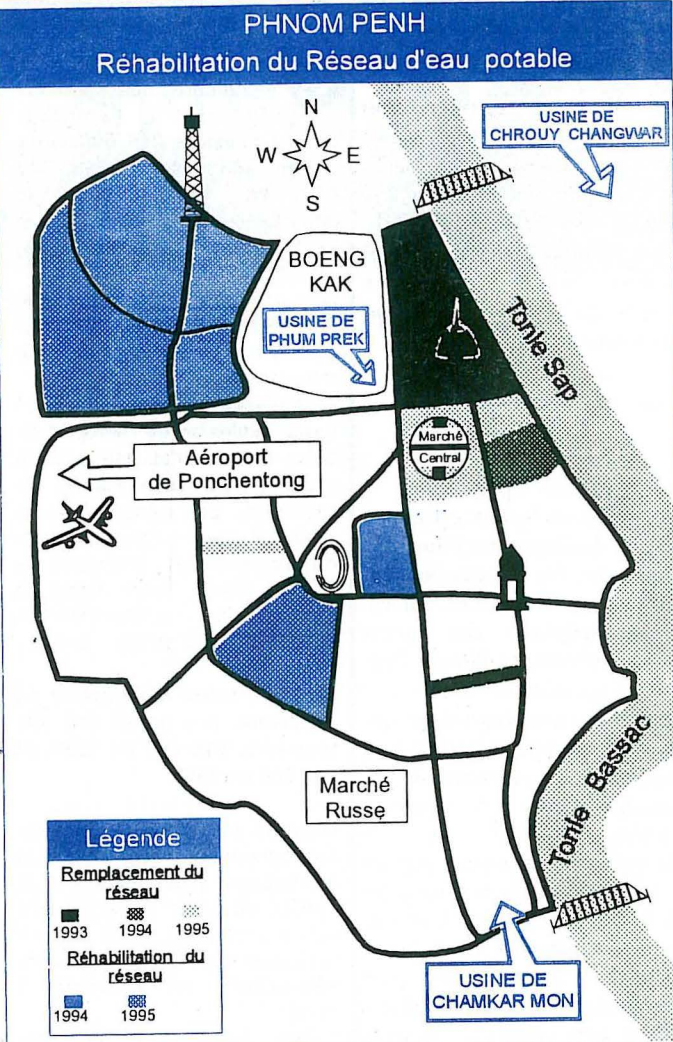
4) il faut enfin une bonne gestion. Peut-on diminuer les coûts ? Mais le salaire de nos 438 employés est de 15 dollars par mois (et encore, pour une centaine de "flottants", il est de 1000 riels par jour, soit environ 10 dollars par mois). Le salaire du directeur est de 20 dollars. Quant aux produits chimiques, ils sont indispensables. Les coûts ne sont donc pas compressibles.

Augmenter le prix de l'eau ?

L'Etat, qui le fixe, ne le veut pas parce que c'est un produit indispensable à tous.

"Mais à mon avis il faudrait augmenter un peu le prix de l'eau", dit M. Ek Son Chan. Il est extrêmement bas par rapport au prix de l'électricité, si l'on voit ce qui se passe à l'étranger (voir tableau). "Une hausse même faible nous permettrait d'élever les salaires, et d'assurer les investissements nécessaires et le renouvellement du matériel".

"En fait, il ne serait pas nécessaire d'augmenter le prix de l'eau, si l'on voulait bien



comprendre notre revendication au sujet notre facture d'électricité. L'électricité est un poste très important de nos dépenses. Nous considérons que nous payons abusivement 18 % de trop à EDC (qui nous facture des pertes à tort). Si notre facture était diminuée de ces 18 %, soit 35 millions de riels par

vers l'autonomie

mois sur 190 millions, on pourrait conserver l'eau à son prix actuel".

"Grâce aux progrès de la gestion, nous avons atteint l'équilibre, si l'on excepte les investissements lourds aujourd'hui nécessaires, pour lesquels nous sommes aidés. L'évolution est bonne :

En 1993, pour 40 millions de riels de revenus par mois, nous avons 80 millions de dépenses. Déficit : 40 millions de riels.

En 1995, pour 260 millions de dépenses, nous avons 300

millions de riels de revenus. Suréquilibre : 40 millions de riels. "Mais cela ne nous permet pas encore d'augmenter les salaires", souligne M. Ek Son Chan".

De semi-autonome (elle peut s'auto-financer) la Régie des Eaux souhaite devenir entièrement autonome.

Alors que les deux Premiers ministres et le ministre des Finances voudraient que, par principe, la Régie des Eaux verse au Budget les excédents obtenus par sa gestion,

"Ce que nous souhaitons, c'est un nouveau statut qui nous donnerait l'autonomie, et notamment la liberté de fixer les prix. C'est d'ailleurs aussi le cas d'Electricité du Cambodge, que nous trouvons bien timide dans ses revendications.

" Nous dépendons trop étroitement de la Municipalité et du ministère de l'Intérieur. Nous ne cherchons pas l'autonomie pour accumuler des richesses, mais

(suite page 8)

tarifs moyens comparés eau/électricité

(en US\$)

	m ³ Eau	KW	rapport Elec. / Eau
Thaïlande	0,32	0,05	6,40
Ho Chi Minh	0,25	0,05	5,20
Vientiane	0,10	0,03	3,10
Paris	1,60	0,10	20,00
Tokyo	2,00	0,15	13,00
Phnom Penh	0,20	0,14	1,42

EAU POTABLE

(suite de la page 7)

pour financer nos propres investissements et augmenter nos salaires. Avec le système actuel, il n'y a aucune motivation à être rentable. Les efforts que nous faisons montrent que nous méritons d'être autonomes. J'espère qu'en 1996 la loi sur l'autonomie sera votée".

**et les squatters ?
Et les villageois ?**

L'eau potable pour tous ? L'évolution, on le voit, est encourageante. La Régie des Eaux a un programme, des moyens humains et financiers. Son objectif, alimenter les habitants des quatre districts urbains de Phnom Penh en 1999, est crédible.

N'oublions pas cependant que beaucoup de gens n'auront sans doute pas les moyens de se "brancher"; que les squatters resteront réduits à la débrouillardise et à l'eau polluée (il n'est pas question d'installer des fontaines publiques); et que dans les campagnes (80% de la population), l'eau potable pour tous malgré tous les efforts déployés pour creuser des puits et amener l'eau, restera longtemps un idéal éloigné.

tranchées

Les trottoirs de Phnom Penh, sans parler des rues, sont actuellement ouverts par quatre sortes différentes de fossés : ceux de l'Eau; ceux des Egoûts; ceux des Télécommunications; ceux de l'Electricité.

Pourquoi à Phnom Penh, pas plus qu'ailleurs, ne fait-on de tranchée unique, où passeraient à la fois ces fils et ces tuyaux ?

pour éviter les court-circuits, l'électricité passant dans l'eau ...

pour que les eaux des égoûts ne risquent pas de se mélanger à l'eau potable

pour éviter les interférences entre l'électricité et les télécommunications

pour que les réparations lourdes aux tuyaux ne risquent pas de couper les cables des télécommunications et de l'électricité.

Les conduites d'eau potable sont maintenant en "fonte ductile" déformable, c'est à dire qu'on peut les courber, et qu'à la différence de la fonte d'autrefois, elles ne cassent pas. Elles sont aussi plus faciles à nettoyer.

TOURISME

Le nombre des touristes séjournant au Cambodge devrait atteindre **216 000 cette année, 260 000 en 1996, 310 000 en 1997**, estime le département de la Planification et des Statistiques du ministère du Tourisme.

La croissance s'accélérait entre 1998 et 2000, pour atteindre 35 à 45 % par an, pour trois raisons :

- l'amélioration des infrastructures (extension de l'aéroport de Siem Reap, réhabilitation de la route n° 4, réhabilitation de l'aéroport de Kang Keng à Sihanoukville); - l'augmentation du nombre de chambres à Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville; - l'amélioration des services : transports, accueil, hôtellerie, ...

En 1998, selon le ministère du Tourisme, il y aurait 440 000 touristes; 616 000 en 1999; et 862 000 en 2000.

D'autres prévisions, réalisées précédemment, donnaient des estimations plus hautes : le PNUD, en 1992, prévoyait 924 000 touristes en 1999; l'ECFA (Engineering Consulting Firm Association) en prévoyait 1 million.

"C'est l'estimation de ses propres services que le ministre M. Veng Sirivudh a retenue pour le Plan quinquennal" remarque M. Ruos sam Ear, directeur-adjoint du département Planification et Statistiques.

Qu'appelle-t-on *touriste* ? Il est difficile de départager avec précision touristes et hommes d'affaires, car il arrive souvent que des hommes d'affaires soient en même temps des touristes. Une méthode consiste à comptabiliser comme touristes ceux des visiteurs qui vont à Siem Reap : environ 36 % des visiteurs du Cambodge.

Ce critère risque cependant de devenir de plus en plus inexact certains visiteurs viennent pour le(s) casino, d'autres (dit-on) pour le sexe, d'autres viendront

Dans notre prochain numéro, suite de notre enquête sur l'Enseignement Supérieur au Cambodge

un jour pour le golf, les sports nautiques, l'"éco-tourisme", etc sans nécessairement aller voir Angkor...

Spectacle "Ramayana" à Angkor les 29, 30, 31 décembre et 1er janvier. Y participeront des troupes venues de l'Inde, du Laos, de Thaïlande, de Malaisie, d'Indonésie et de Singapour. Représentations diurnes, gratuites, à la Terrasse des Eléphants. La nuit, sur la plate-forme cruciforme d'Angkor Wat, spectacle pour 400 invités et 200 touristes -ou davantage.

Un spectacle "son et lumière" à Angkor devrait être inauguré vers la fin 1997. Le contrat doit être signé entre la société malaisienne et le gouvernement cambodgien avant la fin de 1995. La formule retenue serait celle de la concession. L'appartenance au "patrimoine mondial" des temples d'Angkor semble devoir exclure la "joint venture" entre le gouvernement cambodgien et la société malaisienne YTL.

Le spectacle sera, selon les soirs, en 5 langues : anglais, français, mandarin, japonais, cambodgien. Les soirées en khmer seront gratuites pour les Cambodgiens.

Les illuminations électriques seront assurées par Philips. Il sera fait appel, dans chaque langue, à des voix connues. Le "script" serait réalisée par un historien anglais; la mise en scène par Petro Ionesco, metteur en scène d'opéra de nationalité française.

Il est prévu que les spectateurs (300 à 500 par soirée) seront transportés en groupe, de l'une

à l'autre des quatre "stations" prévues.

Si 1995 a été l'année de l'équipement en infrastructures, notamment hôtelière, 1996 sera l'année du "software", des services, souligne S.E. Sok Chenda, sous-Secrétaire d'Etat au Tourisme, de façon que les guides et les serveurs hôteliers soient au point lorsque l'équipement le sera.

En matière hôtelière, 7 projets ont été signés :

. *hôtel-casino* que doit construire Ariston sur l'île au Serpent : 100 millions de dollars environ;

. rénovation et agrandissement de l'hôtel *Le Royal* à Phnom Penh par Raffles International de Singapour; 209 chambres; 55 millions de \$; terminé en 1997;

. rénovation et agrandissement du *Grand Hôtel* de Siem Reap par Raffles. 300 chambres; 30 millions de \$; terminé en 1997;

. *Royal Angkor Hôtel* à Siem Reap construit par Thai Nakorn Patan; 300 chambres; 15 millions de \$; terminé en 1997;

. *Independance Hotel* à Sihanoukville, 100 chambres 5 étoiles; construit par YTL; 15 millions de \$; terminé en 1997;

. *Hôtel* à Siem Reap par General Hotel Corp. géré par Amanresorts; 135 chambres; 13 mio\$; terminé en 1996;

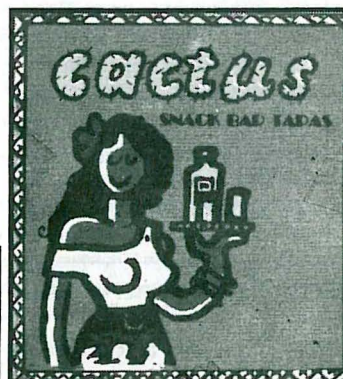
. *L'Auberge du Temple*, 32 ch. 5 étoiles, construit par General Hotel Corporation et YTL Corp., géré par Amanresorts; 6,5 millions de \$; terminé en 1997.

Projets en négociation :

. *Club-Med* à Sihanoukville;

. *Novotel* de 400 chambres à Siem Reap

. *Le Meridien* de 400 chambres à Siem Reap.



de 10 heures du matin à 2 heures du matin

**LUC VOUS ACCUEILLE
AU CACTUS**

spécialités de
POISSONS DE MER
salade tahitienne
soupe de poissons
couscous royal
le mardi soir

LE CACTUS

94, BOULEVARD PREAH SIHANOUK - PHNOM-PENH